



Comprendre Le mode d'urgence et la crise climatique

Le mode d'urgence et la crise climatique

Beaucoup d'entre nous ont dû faire face à des situations d'urgence telles que canicules extrêmes, incendies, inondations ou cyclones durant lesquelles la priorité est de réagir à la crise. Si nous voulons survivre ou aider les autres effectivement, il ne faut pas se précipiter sans réfléchir mais au contraire faire un plan d'action et le mettre en pratique intelligemment, rapidement et avec le plus grand soin possible de façon à pouvoir protéger et mettre les autres hors de danger. Tout le monde participe et se mobilise.

Le réchauffement climatique est une situation d'urgence, reconnue comme telle par les climatologues les plus éminents, les dirigeants et les activistes.

Le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres l'a dit récemment : « Nous faisons face à une menace existentielle directe » causée par « l'urgence qui nous menace ». En Australie, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, les autorités locales ont maintenant reconnu que les actions d'urgence sont les seules qui nous permettront de faire face à l'ampleur et à la rapidité de la crise climatique. Ce guide définit ce qu'est le mode d'urgence afin de comprendre comment il peut être appliqué à la mise en œuvre de mesures stratégiques et politiques valables.

Les menaces urgentes

Une urgence représente une menace pour la population, les biens ou la société qui pourrait les anéantir. Comme exemples, on peut citer les désastres naturels, les pandémies, les crises de l'eau et de la nourriture ou les catastrophes causés par l'homme comme les accidents nucléaires, les guerres ou le changement climatique.

Le défi consiste à éviter que le problème devienne incontrôlable et à revenir à un niveau de sécurité raisonnable. Dans le cadre de la réponse, il faut éviter les échecs et les compromis car les conséquences en seraient trop graves.

L'action doit être rapide car un délai conduira à une augmentation rapide des dommages et des coûts.

La durée des urgences peut être courte, moyenne ou longue et l'impact géographique peut être local, régional, national ou global.

L'incendie de forêt, une urgence locale

Dans le cas de catastrophes naturelles comme les incendies de forêt, il est important de prévoir le plus

précisément possible la sévérité du désastre et de ne pas se limiter à des prévisions moyennes. Il faut éduquer le public au sujet de ces risques extrêmes ainsi qu'au sujet des mesures nécessaires comme préparer sa propriété et prévoir ce qu'on fera en cas d'évacuation. Les agences gouvernementales doivent être honnêtes au sujet des menaces et des actions à prendre.

La réponse est coordonnée par le gouvernement. Il y a des plans d'action pour les urgences d'intensité moyenne qui mobilisent la main d'œuvre, l'équipement et la logistique nécessaires. Les populations locales sont informées, consultées et mobilisées pour la lutte contre le feu, les services de soutien, l'assistance aux plus vulnérables, etc.

Durant le désastre, il est possible que le fonctionnement normal des populations affectées soit perturbé : les établissements scolaires et autres installations peuvent être fermés, les transports déroutés, les activités dangereuses interdites et les volontaires autorisés à quitter leur travail.

En général, une approche bipartisane prévaut : il faut « faire le nécessaire » et ne pas ménager les efforts et les ressources.

La guerre, une urgence de longue haleine

La plupart de ces démarches peuvent être appliquées en cas de mobilisation lors d'un conflit. Les guerres sont de terribles événements mais elles nous donnent l'occasion de comprendre comment les nations se mobilisent face à de graves menaces. Comme dans le cas des catastrophes naturelles, des plans d'action sont conçus pour la pire éventualité, les populations sont mobilisées pour l'effort de guerre dans un cadre bipartisan.

La détermination pousse le gouvernement à concentrer les ressources et les capacités de la nation dans l'effort de guerre, ce qui peut se faire très rapidement. Après l'attaque-surprise de la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor par les Japonais en 1941, il n'a fallu qu'une année pour transformer l'économie américaine qui est passée du premier producteur mondial de biens de consommation au premier producteur mondial d'équipements militaires. Le gouvernement a dirigé l'effort de guerre mais les affaires ont prospéré à mesure que le secteur économique se développait. En 1943, le pourcentage des économies nationales dédiées à l'effort de guerre pendant la Seconde Guerre Mondiale est stupéfiant : États-Unis, 42% ; Royaume-Uni, 55% ; Allemagne, 70% ; Japon, 43% (et environ 70% en 1945). Pendant la mobilisation, il y a des programmes intensifs pour augmenter rapidement les capacités et l'innovation. La consommation de biens non-essentiels est réduite (par l'intermédiaire de taxes ou d'emprunts de guerre) mais l'essentiel est garanti pour tous. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le rationnement de certains produits de première nécessité a été accepté par la population parce qu'il a été perçu comme juste et nécessaire.

Le mode d'urgence

Une déclaration d'urgence montre que le gouvernement considère le problème comme très sérieux, que trouver une solution à la crise est un objectif prioritaire, que nous faisons face à cette crise tous ensemble et que, officiellement, la conception habituelle des affaires et des réformes n'a plus cours. Caractéristiques du mode urgence:

Clarté des objectifs

Dans le cas des incendies de forêt, le but est de sauver toutes les vies humaines. De même, quand il s'agit du réchauffement climatique, le but de l'action d'urgence est de protéger toutes les populations, toutes les sociétés et les tous les écosystèmes. Ce n'est pas le cas des politiques climatiques actuelles qui débattent pour déterminer quels niveaux arbitraires de mort et de destruction devraient être tolérés.

Gestion des risques

Au début d'une intervention d'urgence, il faut évaluer tous les risques et dommages potentiels, surtout les risques extrêmes et existentiels qui menacent gravement les sociétés humaines. Pour faire face aux menaces croissantes posées par les impacts climatiques graves, il faut prendre des mesures spéciales qui vont bien au-delà des techniques classiques de gestion de risques. La politique climatique, qu'elle soit nationale ou internationale, n'a pas suivi cette approche mais montre une préférence pour les projections conservatrices.

Communication complète et franche

Le mode d'urgence est un effort de l'ensemble de la société, ce qui demande que la population soit informée et motivée. Dans la plupart des cas, cela nécessite un accord bipartite. Il est important d'avoir une discussion complète et franche au sujet de la menace, de la réponse et des implications pour la société afin de maintenir un engagement actif de la population. Par contraste, les dirigeants internationaux, la plupart des gouvernements et des organismes non-gouvernementaux n'ont jusqu'à présent pas réussi à communiquer clairement les risques réels et les réponses.

Une priorité absolue

Durant une urgence, la priorité absolue de la société est de gérer la crise qui se présente. Le professeur Will Steffen, du Conseil du Climat, a récemment dit, dans une entrevue publiée par The Intercept le 14 août 2018 que « Diminuer rapidement les émissions de gaz à effet de serre doit être le but premier de la politique et de l'économie. Il faudra se mettre sur le pied de guerre pour introduire les énergies renouvelables et réorganiser très rapidement des secteurs entiers comme les transports et l'agriculture. »

Sous la direction du gouvernement

Toutes les transformations rapides et de grande échelle ont en commun de demander une direction forte du gouvernement en ce qui concerne la planification, la coordination et l'allocation des ressources. Le pouvoir administratif de l'état permet une réponse rapide qui serait au-delà des capacités de la société en temps normal. Seul le gouvernement national est capable, pour la société toute entière, de planifier, attribuer les ressources, développer les compétences, procurer un financement par la fiscalité, gérer l'épargne et les investissements, coordonner les efforts d'innovation et établir un cadre réglementaire pour les mesures d'urgence. Pour faire cela, il faut suspendre l'idéologie néolibérale dominante (privatisation, déréglementation, réduction des impôts, réduction des dépenses du gouvernement, etc.), même dans les sociétés où elle est le mode de choix pour gérer l'économie en temps normal.

Objectif : Transformation physique

Le but principal de la mobilisation pour l'urgence climatique est de transformer l'économie physique très rapidement afin d'offrir des solutions intégrées pour une économie compatible avec la sécurité climatique, un niveau zéro d'émissions et une baisse généralisée du dioxyde de carbone. Une attention particulière est aussi accordée à la recherche critique et au développement de solutions qui permettront de réduire l'écart entre ce dont on a besoin pour une protection effective et ce qui est possible en ce moment.

Équité

Nous faisons face à une perturbation climatique de grande échelle, soit dans le cadre d'une transition planifiée en urgence pour restaurer l'équilibre du climat, soit dans la situation chaotique résultant de la faillite inévitable des systèmes sociaux et physiques qui suivra l'intensification du réchauffement climatique. Lors d'un tel bouleversement, il faut mettre l'accent sur l'équité au niveau international et national de façon à ce que la lourde charge de la transformation soit partagée équitablement. S'il n'est pas clair que l'urgence et les changements sont à la fois équitables et nécessaires, il sera très difficile d'obtenir et de maintenir un mandat de la population. Heureusement, même si l'urgence climatique est déclarée dans un contexte économique favorable, les tâches à accomplir (construire une économie sans émissions de carbone, capter le carbone de l'atmosphère et trouver les moyens de faire baisser la température de la planète) sont si difficiles qu'on aura besoin de toutes les capacités de production.

Transitions économiques rapides

Il convient ici de tirer les leçons des transitions économiques rapides qui ont pris place récemment au Japon, en Chine et chez les autres tigres asiatiques dans le contexte de la réponse à l'urgence climatique.

Par exemple, la Corée du Sud s'est transformée en deux décennies : c'était une économie agricole pauvre et elle est devenue une économie industrielle à revenus moyens et compétitive sur le plan mondial. Ces changements ont été accompagnés d'un haut coût humain et environnemental mais ils démontrent

que l'organisation de la production peut être changée très rapidement. Dans le cadre de la réponse à l'urgence climatique, le défi est donc de comprendre comment transformer l'économie physique rapidement sans encourir de hauts coûts humains ou environnementaux.

BREAK ✓
THROUGH